



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 4 février, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 28 janvier 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme LE TORRIELLEC, Adjoint, Mme NEBOIT, Mme FLORENTIN, Mme DELMAS SAINT HILAIRE, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. LIMINIANA, M. LACOSTE, M. GARAUDY, M. ROUX, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. CUARTERO à M. RIMARK, M. VERDIER à Mme BAUDERE, Mme BERTET à Mme DUBOURG, M. GEDON à M. ELIAS, Mme CASTETS à Mme MERCHADOU, Mme BERGEON à M. LIMINIANA

Etaient absents:

M. GRENIER, M. LAMARCHE, M. RENAUD

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme FLORENTIN est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 18

Conseillers votants : 24

Pour : 24

Contre : 0

Abstention : 0

12 – RÉGIME INDEMNITAIRE - MISE À JOUR

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour application de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984, fixant les modalités applicables du régime indemnitaire,

VU le décret n°88-631 du 6 mai 1988, modifié relatif à l'attribution d'une prime de responsabilité à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés,

VU le décret n°86-252 du 20 février 1986 fixant le Régime des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires susceptibles d'être accordées à certains personnels communaux,

VU le décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009 relatif à la prime de service et de rendement allouée à certains fonctionnaires relevant du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, dont le montant est fixé par arrêté ministériel,

VU le décret n°2012-1457 du 24 décembre 2012 modifié portant création d'une indemnité d'exercice des missions (IEM) aux agents occupant certains emplois administratifs et techniques, dont le montant est fixé par arrêté ministériel,

VU le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 fixant le régime indemnitaire des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) susceptibles d'être accordées aux personnels territoriaux,

VU le décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 portant création d'une indemnité d'administration et de technicité (IAT) aux agents occupant certains emplois administratifs et techniques dont le montant est fixé par arrêté ministériel,

VU le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 fixant le régime des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires (IFTS) susceptibles d'être allouées à certains personnels territoriaux, dont le montant de référence est fixé par arrêté ministériel,

VU le décret n°2002-534 du 16 avril 2002 relatif à l'attribution d'une prime technique de l'entretien, des travaux et de l'exploitation à certains personnels du ministère de l'équipement, des transports et du logement,

VU le décret n° 2003-799 du 25 août 2003 portant création d'une indemnité spécifique de service (ISS) à certains agents relevant de la filière technique dont le montant de référence est fixé par arrêté ministériel modifié par le décret n°2012-1494 du 27 décembre 2012,

VU le décret n°2003-363 du 15 avril 2003 relatif à l'indemnité d'astreinte

VU le décret n°93-526 du 26 mars 1993 portant création d'une prime de technicité forfaitaire en faveur de certains personnels des bibliothèques,

VU le décret n°2006-1397 du 17 novembre 2006 modifiant le régime indemnitaire des fonctionnaires des cadres d'emplois de garde champêtre, d'agent de police municipale, de chef de service de police municipale et créant le régime indemnitaire des fonctionnaires du cadre d'emplois de directeur de police municipale,

VU les délibérations du 26 juin 1991 portant sur la prime spéciale des personnels techniques et prime de technicité des personnes des services techniques, du 30 mars 1992 portant sur le régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux, du 12 juin 1992 portant sur le régime indemnitaire-personnel communal, du 28 septembre 1992 portant sur le régime indemnitaire, du 12 février 1996 portant sur le régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux, du 04 octobre 1996 portant sur le régime indemnitaire-assistant qualifié de conservation du patrimoine et des bibliothèques, du 08 décembre 1997 portant sur les indemnités forfaitaires pour élections allouées aux agents titulaires et stagiaires, du 21 septembre 1999 portant sur le régime indemnitaire des agents communaux-indemnités d'exercice des missions, du 27 janvier 2000 portant sur le régime indemnitaire des agents communaux-reconduction, du 28 mai 2001 portant sur le régime indemnitaire du personnel communal-indemnité spécifique de service de la filière technique et prime de service et de rendement-modification, du 09 juillet 2001 portant sur le régime indemnitaire des agents communaux-fixation à 18% du taux de l'indemnité spéciale mensuelle des agents de police municipale, du 29 octobre 2001 portant sur le régime indemnitaire du personnel communal-installation d'une prime de responsabilité et fixation d'une indemnité horaire pour travail du dimanche et des jours fériés, du 27 septembre 2002 portant sur le personnel communal-régime indemnitaire modifications ; indemnités d'exercice des missions-modification ; prime de service et de rendement-modification et indemnité spécifique de service de la filière technique-modifications, du 27 janvier 2003 portant sur le personnel communal-régime indemnitaire-modifications, du 20 décembre 2003 portant sur le régime indemnitaire du personnel communal-modification, du 05 avril 2004 portant sur le régime indemnitaire du personnel communal-modification, du 27 septembre 2006 portant sur les indemnités d'astreinte et du 16 mars 2010 portant sur la création et la modification du régime indemnitaire du personnel communal,

VU les crédits inscrits au budget,

CONSIDERANT qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer dans les limites prévues par les textes susvisés, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables à ces personnels.

Il est proposé au Conseil Municipal d'abroger les délibérations citées ci-dessus et d'instituer un régime indemnitaire, selon les modalités ci-après, et dans la limite des textes applicables aux agents de l'Etat, au profit des agents titulaires et stagiaires.

Filière administrative :

- Une **indemnité d'exercice des missions** (IEM) est instaurée au profit des grades énumérés ci-dessous, dans la limite des montants de référence annuels correspondants :

Grades	Montants de référence (arrêté du 24 décembre 2012)	Coefficient	
		Mini	Maxi
Attaché, attaché principal, secrétaire de mairie	1 372,04 €	0,8	3
Rédacteur principal 1 ^{ère} classe, rédacteur principal 2 ^{ème} classe, rédacteur	1 492,00 €	0,8	3
Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe, adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe,	1 478,00 €	0,8	3
Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe, adjoint administratif de 2 ^{ème} classe	1 153,00 €	0,8	3

L'IEM est cumulable pour un même agent avec l'IAT, l'IFTS (ou les IHTS).

- Une **indemnité forfaitaire de travaux supplémentaires** (IFTS) est instituée au profit des agents exclus réglementairement du bénéfice des IHTS, selon les modalités et dans les limites suivantes :

Grades	Montants de référence	Coefficient	
		Mini	Maxi
Attaché principal	1 471,17€	1	8
Attaché, secrétaire de mairie	1 078,72 €	1	8

Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe, rédacteur principal de 2 ^{ème} classe à partir du 5 ^{ème} échelon, Rédacteur à partir du 6 ^{ème} échelon	857,82€	1	8
---	---------	---	---

Les montants de référence sont indexés sur la valeur du point.

Cette indemnité est non cumulable avec l'IAT.

- Une **indemnité d'administration et de technicité (IAT)** est instaurée au profit des agents relevant des grades suivants :

Grades	Montants de référence au 1/07/2010	Coefficient	
		Mini	Maxi
Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe jusqu'au 4 ^{ème} échelon	706,62€	1	8
Rédacteur jusqu'au 5 ^e échelon inclus	588,69€	1	8
Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe	476,10€	1	8
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe	469,67€	1	8
Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe	464,30€	1	8
Adjoint administratif de 2 ^{ème} classe	449,28€	1	8

Les montants de référence sont indexés sur la valeur du point.

Cette indemnité est non cumulable avec l'IFTS.

- Des **indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS)** sont instaurées au profit des agents relevant des cadres d'emplois suivants :
 - Rédacteurs
 - Adjoints administratifs

Cas des agents à temps complet :

Les IHTS sont calculées sur la base d'un taux horaire prenant pour base le montant du traitement brut annuel de l'agent et de l'indemnité de résidence divisée par 1820. Ce taux horaire est ensuite majoré dans les conditions suivantes :

- ✓ 125% pour les 14 premières heures ;
- ✓ 127% pour les heures suivantes.

L'heure supplémentaire est majorée de 100% lorsqu'elle est effectuée de nuit (de 22h à 7h) et de 66% lorsqu'elle est accomplie un dimanche ou un jour férié.

Cas des agents à temps partiel :

Le taux moyen est égal à la fraction suivante :

$$\frac{\text{Traitement brut + indemnité de résidence}}{1820}$$

Cas des agents à temps non complet :

Leur durée de service étant strictement limitée, les travaux supplémentaires doivent avoir un caractère exceptionnel.

Les montants de référence sont indexés sur la valeur du point.

Filière technique :

- Des **indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS)** sont instaurées au profit des agents relevant des cadres d'emplois suivants :
 - Techniciens
 - Agents de maîtrise
 - Adjoints techniques

Les conditions d'attribution des IHTS sont identiques à celle des agents de la filière administrative.

- Une **indemnité d'exercice des missions (IEM)** est instaurée au profit des grades énumérés ci-dessous, dans la limite des montants de référence annuels correspondants :

Grades	Montants de référence	Coefficient
--------	-----------------------	-------------

	(arrêté du 24 décembre 2012)	Mini	Maxi
Agent de maîtrise principal	1 204,00 €	0,8	3
Agent de maîtrise	1 204,00 €	0,8	3
Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe : - Exerçant les fonctions de conducteur de véhicule - Autres fonctions	838,00 € 1 204,00 €	0,8	3
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe : - Exerçant les fonctions de conducteur de véhicule - Autres fonctions	838,00 € 1 204,00 €	0,8	3
Adjoint technique de 1 ^{ère} classe : - Exerçant les fonctions de conducteur de véhicule - Autres fonctions	823,00 € 1 143,00 €	0,8	3
Adjoint technique de 2 ^{ème} classe : - Exerçant les fonctions de conducteur de véhicule - Autres fonctions	823,00 € 1 143,00 €	0,8	3

L'IEM est cumulable pour un même agent avec l'IAT, l'IFTS (ou les IHTS).

- Une **indemnité d'administration et de technicité** (IAT) est instaurée au profit des agents relevant des grades suivants :

Grades	Montants de référence au 1/07/2010	Coefficient	
		Mini	Maxi
Agent de maîtrise principal	490,05€	1	8
Agent de maîtrise	469,67 €	1	8
Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	476,10 €	1	8
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	469,67€	1	8
Adjoint technique de 1 ^{ère} classe	464,30 €	1	8
Adjoint technique de 2 ^{ème} classe	449,28 €	1	8

Les montants de référence sont indexés sur la valeur du point.
Cette indemnité est non cumulable avec l'IFTS et la PTETE.

- Une **prime de service et de rendement** (PSR) est instaurée au profit des agents relevant des grades suivants :

Grade	Taux de base annuel par grade
Ingénieur principal	2 817,00 €
Ingénieur	1 659,00 €
Technicien principal 1 ^{ère} classe	1 400,00 €
Technicien principal 2 ^{ème} classe	1 330,00 €
Technicien	1 010,00 €

Le montant individuel ne peut excéder le double du montant annuel de base. Il est fixé en tenant compte des responsabilités, du niveau d'expertise et des sujétions spéciales liées à l'emploi occupé et de la qualité des services rendus.

- Une **indemnité spécifique de service** (ISS) est instaurée au profit des agents relevant des grades suivants :

Grades	Taux de base	Coefficient par grade	Coefficient de modulation	Coefficient maximum de modulation
--------	--------------	-----------------------	---------------------------	-----------------------------------

			géographique	individuelle
Ingénieur principal à partir du 6 ^{ème} échelon ayant au moins 5 ans d'ancienneté dans le grade	361,90 €	51	1%	1,225
Ingénieur principal à partir du 6 ^{ème} échelon n'ayant pas 5 ans d'ancienneté dans le grade	361,90 €	43	1%	1,225
Ingénieur principal jusqu'au 5 ^{ème} échelon	361,90 €	43	1%	1,225
Ingénieur à partir du 7 ^{ème} échelon	361,90 €	33	1%	1,15
Ingénieur jusqu'au 6 ^{ème} échelon	361,90 €	28	1%	1,15
Technicien principal 1 ^{ère} classe	361,90 €	18	1%	1,10
Technicien principal 2 ^{ème} classe	361,90 €	16	1%	1,10
Technicien	361,90 €	10	1%	1,10

Le montant du crédit individuel est égal au produit suivant : taux de base x coefficient du grade x de modulation départemental x coefficient de modulation individuelle.

Le coefficient applicable au grade est fixé réglementairement. Le coefficient de modulation individuelle peut être modifié dans la limite maximale autorisée, pour tenir compte des fonctions exercées et de la qualité des services rendus.

- Une **prime technique de l'entretien, des travaux et de l'exploitation (PTETE)** :

Cette prime ne bénéficie qu'aux agents qui occupent des postes d'exploitation, d'entretien et des travaux routiers dans les zones connaissant des conditions particulières, notamment climatiques, de montagne et des postes liés à la maîtrise d'œuvre des infrastructures routières en service d'ingénierie routière.

Grade	Montants annuels maximum
Technicien	4 200,00€

Cette indemnité est non cumulable avec l'IAT.

Filière sportive :

- Une **indemnité d'exercice des missions (IEM)** est instaurée au profit des grades énumérés ci-dessous, dans la limite des montants de référence annuels correspondants :

Grades	Montants de référence (arrêté du 24 décembre 2012)	Coefficient	
		Mini	Maxi
Educateur, éducateur principal de 2 ^{ème} classe, éducateur principal de 1 ^{ère} classe des activités physiques et sportives	1 492,00 €	0,8	3
Opérateur qualifié et opérateur principal territorial des activités physiques et sportives	1 478,00 €	0,8	3
Aide opérateur et opérateur territorial des activités physiques et sportives	1 153,00 €	0,8	3

L'IEM est cumulable pour un même agent avec l'IAT, l'IFTS (ou les IHTS).

- Une **indemnité d'administration et de technicité (IAT)** est instaurée au profit des agents relevant des grades suivants :

Grades	Montants de référence au 1/07/2010	Coefficient	
		Mini	Maxi
Educateur principal de 2 ^{ème} classe jusqu'au 4 ^{ème} échelon	706,62 €	1	8
Educateur jusqu'au 5 ^{ème} échelon	588,69 €	1	8
Opérateur principal	476,10 €	1	8
Opérateur qualifié	469,67€	1	8
Opérateur	464,30 €	1	8
Aide opérateur	449,28 €	1	8

Les montants de référence sont indexés sur la valeur du point.
Cette indemnité est non cumulable avec l'IFTS.

- Des **indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS)** sont instaurées au profit des agents relevant des cadres d'emplois suivants :
 - Educateurs des activités physiques et sportives
 - Opérateurs des activités physiques et sportives

Les conditions d'attribution des IHTS sont identiques à celle des agents de la filière administrative.

- Une **indemnité forfaitaire de travaux supplémentaires (IFTS)** est instituée au profit des agents exclus réglementairement du bénéfice des IHTS, selon les modalités et dans les limites suivantes :

Grades	Montants de référence	Coefficient	
		Mini	Maxi
Educateur principal de 1 ^{ère} classe	857,82 €	1	8
Educateur principal de 2 ^{ème} classe à partir du 5 ^{ème} échelon	857,82 €	1	8
Educateur à partir du 6 ^{ème} échelon	857,82€	1	8

Les montants de référence sont indexés sur la valeur du point.
Cette indemnité est non cumulable avec l'IAT.

Filière culturelle :

- Une **indemnité d'administration et de technicité (IAT)** est instaurée au profit des agents relevant des grades suivants :

Grades	Montants de référence au 1/07/2010	Coefficient	
		Mini	Maxi
Assistant de conservation principal de 2 ^{ème} classe jusqu'au 4 ^{ème} échelon	706,62 €	1	8
Assistant de conservation jusqu'au 5 ^{ème} échelon	588,69 €	1	8
Adjoint du patrimoine principal de 1 ^{ère} classe	476,10 €	1	8
Adjoint du patrimoine principal de 2 ^{ème} classe	469,67€	1	8
Adjoint du patrimoine de 1 ^{ère} classe	464,30 €	1	8
Adjoint du patrimoine de 2 ^{ème} classe	449,28 €	1	8

Les montants de référence sont indexés sur la valeur du point.
Cette indemnité est non cumulable avec l'IFTS.

- Des **indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS)** sont instaurées au profit des agents relevant des cadres d'emplois suivants :
 - Assistants de conservation
 - Adjoints du patrimoine

Les conditions d'attribution des IHTS sont identiques à celle des agents de la filière administrative.

- Une **indemnité forfaitaire de travaux supplémentaires** (IFTS) est instituée au profit des agents exclus réglementairement du bénéfice des IHTS, selon les modalités et dans les limites suivantes :

Grades	Montants de référence	Coefficient	
		Mini	Maxi
Bibliothécaires	1 078,72 €	1	8
Assistants de conservation principal de 1 ^{ère} classe, principal de 2 ^{ème} classe à partir du 5 ^{ème} échelon et assistants de conservation à partir du 6 ^{ème} échelon	857,82 €	1	8

Les montants de référence sont indexés sur la valeur du point.
Cette indemnité est non cumulable avec l'IAT.

- Une **prime de technicité forfaitaire des personnels des bibliothèques** est instituée au profit des agents relevant des cadres d'emplois suivants :

Cadres d'emplois	Montant annuel de référence au 04/05/12
Bibliothécaires territoriaux	1 443,84 €
Attachés territoriaux de conservation du patrimoine	1 443,84 €
Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques	1 203,28 €

Les montants de référence sont indexés sur la valeur du point.

Filière sociale :

- Une **indemnité d'administration et de technicité** (IAT) est instaurée au profit des agents relevant des grades suivants :

Grades	Montants de référence au 1/07/2010	Coefficient	
		Mini	Maxi
Agent spécialisé principal des écoles maternelles de 1 ^{ère} classe	476,10 €	1	8
Agent spécialisé principal des écoles maternelles de 2 ^{ème} classe	469,67 €	1	8
Agent spécialisé des écoles maternelles de 1 ^{ère} classe	464,30 €	1	8

Les montants de référence sont indexés sur la valeur du point.
Cette indemnité est non cumulable avec l'IFTS.

- Une **indemnité d'exercice des missions** (IEM) est instaurée au profit des grades énumérés ci-dessous, dans la limite des montants de référence annuels correspondants :

Grades	Montants de référence (arrêté du 24 décembre 2012)	Coefficient	
		Mini	Maxi
ATSEM principaux (1 ^{ère} et 2 ^{ème} classe)	1 478,00 €	0,8	3
ATSEM de 1 ^{ère} classe	1 153,00 €	0,8	3

L'IEM est cumulable pour un même agent avec l'IAT, l'IFTS (ou les IHTS).

- Des **indemnités horaires pour travaux supplémentaires** (IHTS) sont instaurées au profit des agents relevant des cadres d'emplois suivants :
 - Agents spécialisés des écoles maternelles

Les conditions d'attribution des IHTS sont identiques à celle des agents de la filière administrative.

Filière Police :

- Une **indemnité d'administration et de technicité (IAT)** est instaurée au profit des agents relevant des grades suivants :

Grades	Montants de référence au 1/07/2010	Coefficient	
		Mini	Maxi
Chef de service de police municipale principal de 2 ^{ème} classe jusqu'au 4 ^{ème} échelon	706,62 €	1	8
Chef de service de police municipale jusqu'au 5 ^{ème} échelon	588,69 €	1	8
Brigadier-chef principal	490,04 €	1	8
Brigadier	469,67€	1	8
Gardien	464,30 €	1	8

Les montants de référence sont indexés sur la valeur du point.

Cette indemnité est non cumulable avec l'IFTS.

- Des **indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS)** sont instaurées au profit des agents relevant des cadres d'emplois suivants :
 - Chef de service de police municipale
 - Agent de police municipale

Les conditions d'attribution des IHTS sont identiques à celle des agents de la filière administrative.

- Une **indemnité spéciale mensuelle de fonction des agents, des chefs de service** est instaurée au profit des agents relevant des grades suivants :

Grades	Montant annuel de référence au 19/11/06
Chef de service de police municipale principal de 1 ^{ère} classe, principal de 2 ^{ème} classe à partir du 5 ^{ème} échelon et chef de service de police municipale à partir du 6 ^{ème} échelon	Indemnité égale au maximum à 30% du traitement mensuel brut
Chef de service de police municipale principal de 2 ^{ème} classe jusqu'au 4 ^{ème} échelon et chef de service de police municipale jusqu'au 5 ^{ème} échelon	Indemnité égale au maximum à 22% du traitement mensuel brut
Grades du cadre d'emplois des agents de police municipale	Indemnité égale au maximum à 20% du traitement mensuel brut

Pour toutes les filières :

- Une **indemnité allouée aux régisseurs d'avances et de recettes :**

Régisseurs de recettes	Régisseur d'avances et de recettes		
Montant moyen des recettes encaissées mensuellement	Montant total maximum de l'avance et du montant moyen des recettes effectuées mensuellement	Montant du cautionnement	Montant de l'indemnité de responsabilité annuelle
Jusqu'à 1 200,00 €	Jusqu'à 2 240,00 €		110,00 €
De 1 221,00 à 3 000,00 €	De 2 241,00 à 3 000,00 €	300,00 €	110,00 €
De 3 001,00 à 4 600,00 €	De 3 001,00 à 4 600,00 €	460,00 €	120,00 €
De 4 601,00 à 7 600,00 €	De 4 601,00 à 7 600,00 €	760,00 €	140,00 €
De 7601,00 à 12 200,00 €	De 7 601,00 à 12 200,00 €	1 220,00 €	160,00 €

- Une **indemnité d'astreinte :**

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition

permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration. La durée de cette intervention est considérée comme un temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement allé et retour sur le lieu de travail et peut donner lieu au versement d'une indemnité ou d'une compensation en temps.

Montant :

- Semaine complète : 121,00€
- Du lundi matin au vendredi soir : 45,00€
- Un jour de week-end ou férié : 18,00€
- Une nuit de week-end ou férié : 18,00€
- Une nuit de semaine : 10,00€
- Du vendredi soir au lundi matin : 76,00€

A défaut d'être indemnisées, les périodes d'astreinte peuvent être compensées en temps dans les conditions suivantes :

- Une semaine d'astreinte complète : 1 journée et demie
- Une astreinte du lundi matin au vendredi soir : 1 demi-journée
- Un jour de week-end ou férié : 1 demi-journée
- Une nuit de week-end ou férié : 1 demi-journée
- Une nuit de semaine : 2 heures
- Une astreinte du vendredi soir au lundi matin : 1 journée

- Spécificités pour la filière technique :

3 types d'astreinte, les deux premiers étant applicables aux fonctionnaires de toutes catégories, le dernier concernant exclusivement les personnels d'encadrement :

- Astreinte de droit commun appelée astreinte d'exploitation : situation des agents tenus, pour les nécessités du service de demeurer à leur domicile ou à proximité, afin d'être en mesure d'intervenir.
- Astreinte de sécurité : situation des agents appelés à participer à un plan de d'intervention dans le cas d'un besoin de renforcement en moyens humains faisant suite à un événement soudain ou imprévu.
- Astreinte de décision : situation des personnels d'encadrement pouvant être joints, par l'autorité territoriale en dehors des heures d'activité normale du service, afin d'arrêter les dispositions nécessaires. Un agent placé pour une période donnée en astreinte de décision ne peut prétendre à aucun moment aux autres types d'astreinte.

Elles se définissent comme suit :

➤ **Astreinte d'exploitation et de sécurité :**

- Une semaine complète d'astreinte : 149,48€
- Une astreinte de nuit entre le lundi et le samedi ou la nuit suivant un jour de récupération : 10,05€. En cas d'astreinte fractionnée inférieure à 10 heures : 8,08€
- Une astreinte couvrant une journée de récupération : 34,85€
- Une astreinte de week-end (du vendredi soir au lundi matin) : 109,28€
- Une astreinte le samedi : 34,85€
- Une astreinte le dimanche ou un jour férié : 43,38€

Ces montants seront majorés de 50% lorsque l'agent sera prévenu de sa mise en astreinte pour une période donnée moins de quinze jours francs avant le début de cette période.

➤ **Astreinte de décision :**

- Une semaine complète d'astreinte : 74,74€
- Une astreinte de nuit entre le lundi et le samedi ou la nuit suivant un jour de récupération : 5,03€. En cas d'astreinte fractionnée inférieure à 10 heures, le taux est porté à 4,04€
- Une astreinte couvrant une journée de récupération : 17,43€
- Une astreinte de week-end (du vendredi soir au lundi matin) : 54,64€
- Une astreinte le samedi : 17,43€
- Une astreinte le dimanche ou un jour férié : 21,69€

- Une prime de responsabilité des emplois administratifs de direction :

Emplois fonctionnels	Montant mensuel maximum
Directeur général des services des régions, des départements et des	15% du traitement brut

▪ **Indemnités forfaitaires complémentaires pour élections :**

- Elections présidentielle, législatives, régionales, cantonales, municipales, européennes et référendums :

-crédit global :

Le crédit global affecté à ces indemnités est obtenu en multipliant la valeur retenue (dans la collectivité) de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS) des attachés territoriaux (sans pouvoir dépasser le taux maximum : 1 078,72*8) par le nombre des bénéficiaires remplissant les conditions d'octroi de l'indemnité pour élections.

-somme individuelle maximale :

Le montant maximal pour ce type d'élection ne peut excéder le quart du montant de l'indemnité forfaitaire annuelle des attachés territoriaux retenue dans la collectivité.

Les taux résultant de cette évaluation pourront être doublés lorsque la consultation électorale aura donné lieu à deux tours de scrutin.

▪ **Indemnité horaire pour travail du dimanche et jours fériés :**

Il est nécessaire d'effectuer un service le dimanche ou les jours fériés entre 6 heures et 21 heures dans le cadre de la durée hebdomadaire réglementaire du travail.

Le montant horaire de référence au 01/01/93 est de 0,74€ par heure effective de travail.

Cette indemnité est non cumulable avec l'indemnité pour travaux supplémentaires ou toute autre indemnité attribuée au même titre.

Conditions de versement :

Les indemnités seront versées mensuellement.

Elles seront proratisées selon le temps de travail des agents (temps complet, temps non complet, temps partiel) dans les mêmes conditions que le traitement.

Les primes et indemnités susvisées feront l'objet d'un ajustement automatique dès lors que les montants ou les corps de référence seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

Il est demandé au Conseil Municipal d'adopter le régime indemnitaire ainsi proposé.

Le Régime Indemnitaire prendra effet à compter du 10 février 2014 et sera applicable aux fonctionnaires stagiaires et titulaires.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif chapitre 012.

La commission n°1 (Finances - Personnel - Administration Générale) s'est réunie le 28 janvier 2014 et a émis un avis favorable .

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 11/02/14
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20140204-8469-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur FRANCIS RIMARK

